

ENJEUX  PLANÈTE

OSWALDO DE RIVERO

Le mythe du développement

B.S. LETTRES UNIV. PAU



D 500 015657 8

de seringues, de pansements, de gazes d'hôpital, de peinture, de plastique, de réfrigérateurs, de vieux pneus, de vêtements, d'objets en métal, de vaisselle, de tout ce que les pays industrialisés occidentaux jettent, sont systématiquement transportées vers de nouveaux dépotoirs mondiaux dans les régions sous-développées et en Europe de l'Est. Qu'arriverait-il si l'on parvenait à reproduire cette prospérité consommatrice dans tous les pays sous-développés ? Si la mondialisation était couronnée de succès, parviendrait-on à recycler les déchets additionnels de quatre milliards de nouveaux consommateurs ou faudrait-il changer nos habitudes de consommation ?

Aux États-Unis, un nouveau-né représente une charge écologique pour la planète deux fois plus grande qu'un bébé suédois, trois fois plus qu'un bébé italien, 13 fois plus qu'un bébé brésilien, 35 fois plus qu'un bébé indien, 140 fois plus qu'un bébé bangladaï et 280 fois plus qu'un bébé tchadien, rwandais, haïtien ou népalais⁵. Combien de temps la planète pourrait-elle résister si chacun des 80 millions de bébés qui naissent chaque année sur la planète produisait autant de déchets que le bébé américain moyen ? C'est pourtant le modèle de consommation que nous propose la mondialisation.

Il est évident que si les modèles de consommation actuels des sociétés industrialisées sont mondialisés, la biosphère ne résistera pas. Il n'y a aucun doute aujourd'hui que les problèmes environnementaux ont commencé après l'avènement de la révolution industrielle et se sont aggravés exponentiellement avec l'apparition à la fin du XX^e siècle des sociétés de consommation contemporaines. Cependant, ce que l'on tente de faire dans la grande jungle mondiale n'est rien d'autre que d'étendre le mode de consommation non durable d'environ un milliard d'habitants aux presque cinq milliards d'habitants du tiers-monde. Le mode de vie des sociétés de consommation de masse, le modèle californien, est promu dans tous les pays du monde. L'ironie veut que l'ensemble de la population mondiale ne peut l'adopter à cause du chômage, de la pauvreté

et de l'exclusion. Autrement, la biosphère serait rapidement consumée par cinq milliards de cartes de crédit internationales.

Avec le modèle actuel de mondialisation transnationale, cette planète, loin de devenir un *village global* intégrant toutes les nations à la prospérité tout en respectant l'environnement, se transforme en un archipel de ghettos planétaires de gens prospères qui partagent le même mode de vie et de destruction environnementale. Les habitants de Beverly Hills et des quartiers cossus de Mexico, de Lima, de Johannesburg ou de Bombay, malgré les distances continentales qui les séparent, partagent un mode de vie très semblable qui est très éloigné de celui des habitants des quartiers pauvres qui les entourent. De Los Angeles à Vladivostok et de Rio à Manille, une masse toujours plus nombreuse de gens qui voient leurs revenus stagner vivent aux côtés de petites élites cachées derrière des murs, protégées par leur propre force policière et consommant toutes sortes d'objets précieux mondiaux.

La rue principale du village global darwinien est ainsi formée des ghettos élégants de toutes les villes du monde. Derrière cette rue, se trouvent les quartiers populaires, les *favelas*, les taudis qui composent les sections les plus peuplées et vastes de la nouvelle urbanisation mondiale, où l'eau, l'électricité et la nourriture sont rares, avec les usines clandestines, la pollution, le travail informel, les enfants exploités, les chômeurs, la prostitution, les petits commerçants et les délinquants. Très bientôt, durant le siècle qui s'amorce, ces milieux précaires et malsains, pleins d'énergie humaine, subissant le chômage et survivant grâce à l'économie informelle, définiront le destin de beaucoup de pays pauvres, parce qu'ils sont le vivier des futurs politiciens, entrepreneurs et professionnels, mais aussi des délinquants et des extrémistes qui menaceront l'ordre établi.

parce que l'on assiste à l'exclusion de grands secteurs de la population mondiale sous l'effet d'un processus de sélection darwinien du marché et de la technologie moderne qui se passent des matières premières et de la main-d'œuvre abondante, les seuls avantages dont disposaient la plupart des pays pauvres.

Cependant, comme le mythe du développement comporte des connotations presque religieuses d'espoir et de libération des chaînes de la pauvreté, il est immunisé contre l'expérience des 40 dernières années, laquelle nous montre que la majorité des pays ne se sont pas développés. La nature mythique du développement fait que les politiques des pays pauvres continuent de vouloir « combler le fossé » qui sépare leurs sociétés des sociétés industrialisées capitalistes en tentant de reproduire des sociétés de consommation nationales non finançables et non viables.

Le mythe du développement est si ancré dans notre civilisation que l'on en est même venu à adopter de splendides attitudes volontaristes internationales, comme la proclamation par les Nations Unies du *droit au développement*, c'est-à-dire le droit de tous les États sous-développés à jouir des niveaux de vie et des modes de consommation des pays industrialisés. Ce droit reconnu dans les déclarations des Nations Unies n'a, en fait, aucune possibilité réelle de se réaliser. Avec les modèles de consommation actuels, son hypothétique réalisation causerait une catastrophe environnementale planétaire¹.

Dans le monde réel, à l'extérieur des salles de conférence des Nations Unies, il existe des pays qui n'ont pas la capacité de « combler le fossé » qui les sépare des pays industrialisés, même en appliquant les politiques économiques les plus libérales et en obtenant la coopération internationale la plus abondante et judicieuse. Dans le tiers-monde, il y a une multitude de pays dépourvus d'une classe capitaliste et de cadres scientifiques et techniques en mesure de profiter de la

libéralisation de l'économie et de l'aide extérieure destinée à moderniser l'économie et à la rendre concurrentielle au plan international. Des pays dont la forte croissance démographique urbaine produit d'énormes masses de pauvres et de chômeurs, des fractures sociales et, par le fait même, des déficits en matière de nourriture, d'énergie et d'eau, ressources de base indispensables à l'existence de toute société organisée.

De plus, dans le monde réel, les relations internationales sont elles aussi darwiniennes. Alors qu'une explosion démographique urbaine est en cours dans les pays sous-développés, la révolution technologique a pour effet de déprolétarianiser et de dématérialiser la production, réduisant du même coup les besoins en main-d'œuvre et en matières premières de ces pays. Si, au prix d'énormes sacrifices sociaux, les ajustements structurels ont stabilisé les économies pauvres, ils n'ont pas attiré les investissements transnationaux requis pour moderniser la production et les exportations. L'économie mondiale exige toujours plus de produits et de services à contenu technologique élevé alors que les économies sous-développées continuent d'être piégées, en tant qu'espèces inaptes, dans une production peu transformée et sans mutation technologique. Le nouveau pouvoir des transnationales encourage sans relâche la mondialisation en ouvrant les marchés à des modèles de consommation non durables et en forçant les pays pauvres à importer plus. C'est ainsi que le déficit extérieur et la dette de ces pays augmentent, faute d'investissements productifs ouvrant la voie à une modernisation qui leur permette de faire concurrence dans l'économie globale du XXI^e siècle.

L'aide internationale, fille du mythe du développement, constitue paradoxalement la preuve la plus éloquente du *non-développement*. Durant presque un demi-siècle, les Nations Unies, les puissances industrialisées, les agences spécialisées, les institutions financières internationales (IFI) et les organisations non gouvernementales et humanitaires ont appliqué d'innombrables politiques, stratégies, programmes, projets de

automatiques, les chambres à gaz et deux bombes nucléaires produisirent 50 millions de victimes civiles et militaires. La machine d'anéantissement occidentale s'améliora. Les villes et la population civile devinrent elles aussi les cibles de la technologie mortelle du progrès matériel. Déguisé en cause juste et en ferveur patriotique, le traitement d'*espèce différente* extermina 150 millions de personnes au cours de la première moitié du XX^e siècle².

Durant la deuxième moitié de ce siècle, le traitement d'*espèce différente* s'idéologisa encore plus. S'ajoutant au devoir patriotique de défendre l'intérêt national contre les ennemis, des croisades furent proclamées pour le triomphe mondial des idéologies capitaliste ou communiste, lesquels portaient les plus grands espoirs de sociétés justes et de prospérité matérielle. Il en résulta une série de conflits de faible intensité contrôlés par les États-Unis et l'URSS, les représentants de ces projets concurrents de bonheur. Cependant, ces conflits ne dégénérent pas en une conflagration mondiale par crainte de représailles nucléaires qui auraient assuré la destruction mutuelle des deux superpuissances et probablement d'une grande partie de la vie sur la planète. C'est ainsi que le traitement d'*espèce différente*, qui inspira deux guerres mondiales, fut domestiqué pour la première fois dans l'histoire, non pas par la justice et l'éthique mais bien par 6000 ogives nucléaires dont chacune était 100 fois plus puissante que les bombes larguées sur Nagasaki et Hiroshima. La peur de l'arme nucléaire fit apparaître pour la première fois le danger de l'extinction et nous permit de voir l'humanité comme une seule espèce. Cette peur empêcha, pour la première fois depuis des centaines d'années, le recours à la guerre pour faire prévaloir des sociétés justes et des intérêts nationaux.

La guerre entre le capitalisme et le communisme durant la deuxième moitié du XX^e siècle ne fut pas un conflit entre deux idéologies totalement distinctes mais plutôt une guerre civile entre deux optiques extrêmes de la même idéologie occi-

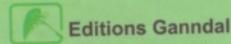
dentale de poursuite du bonheur à travers le progrès matériel qu'avait disséminée la révolution industrielle. Tant le capitalisme que le communisme sont des produits des usines de la révolution industrielle. Le premier représente l'optique individualiste et démocratique basée sur le marché et inspirée par la philosophie politique anglo-saxonne, et le deuxième, l'optique collectiviste et autoritaire inspirée par la philosophie politique allemande. Deux courants déprédateurs de la même idéologie du progrès matériel qui s'appliquèrent mutuellement le traitement d'*espèce différente*, en niant à l'autre son humanité. Entourés de missiles nucléaires et gonflés à bloc par une propagande et une désinformation d'une ampleur jusque-là inconnue, le capitalisme et le communisme s'accusèrent mutuellement d'être des systèmes anti-humains et se présentèrent, chacun de son côté, comme le porteur d'un nouvel ordre éthique mondial supérieur qui excluait définitivement la déprédation humaine.

Le totalitarisme communiste était sans doute beaucoup plus déshumanisant parce qu'il ne reconnaissait même pas la liberté de chaque individu de douter du projet de bonheur. Le socialisme réel n'admit jamais l'existence d'une société civile ni que la loi se trouve au-dessus des intérêts de la nomenklatura du parti communiste. Rien ne démontre mieux le degré d'inhumanité plus élevé du communisme que les guerres impérialistes menées par les deux systèmes avant la fin de la guerre froide. Dans le cas de l'Afghanistan, même si la grande majorité des Soviétiques étaient contre la guerre, jamais ils ne purent manifester leur désaccord de peur de subir la répression et à cause de la suppression totale de l'opinion publique en URSS. Une situation similaire n'exista jamais dans les démocraties capitalistes où une forte opinion publique critiqua l'intervention américaine au Vietnam et parvint à convaincre les États-Unis de mettre fin à leur agression.

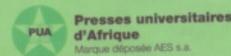
Cependant, la désinformation soviétique dans cette guerre civile idéologique apeura les sociétés capitalistes développées

Le mythe du développement

ÉDITEURS PARTENAIRES



EN BAS



ÉDITIONS
Charles Léopold Mayer



réalisée dans le cadre de
l'Alliance des éditeurs indépendants
pour une autre mondialisation

Qu'arrive-t-il à la majorité des peuples du tiers-monde ? Soyons honnêtes : ces peuples n'ont pas profité et ne profiteront pas des apports des projets de développement, promis depuis plus de cinquante ans. Les investissements nécessaires font défaut et les technologies modernes réduisent le besoin de main-d'œuvre au lieu de créer les emplois nécessaires aux multitudes des villes du Sud.

De nombreux pays s'effondrent en des « entités ingouvernables » contrôlées par des seigneurs de la guerre ou les mafias. Les modèles de développement fondés à la fois sur la régulation étatique et sur le libre marché ont failli. Il est erroné de qualifier de nombreux pays comme étant « en développement » : il vaudrait mieux les décrire comme des « économies nationales non viables ».

Que faire ? L'ordre du jour de la « richesse des nations » doit être remplacé par celui de « la survie des nations ». Afin d'éviter l'accroissement de la misère humaine et du désordre politique, de nombreux pays doivent abandonner le rêve du développement et adopter des politiques de stabilisation de leur démographie et de survie nationale en assurant approvisionnement en eau, nourriture et énergie de base.

Oswaldo de Rivero a été ambassadeur du Pérou aux Nations Unies et a dirigé la délégation de son pays lors des négociations du GATT. Il vit aujourd'hui à Genève où il a travaillé comme consultant jusqu'à ce que le nouveau gouvernement péruvien le nomme ambassadeur auprès de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

€ 15,00



ISBN 2-7082-3670-9 (France)